



## DP 041129 26 00012

DECISION DE NON-OPPOSITION À UNE  
DECLARATION PREALABLE - Installations et  
aménagements non soumis à permis d'aménager

Délivré par le Maire au nom de la commune

---

### DEMANDE DP 041129 26 00012

De Communauté de communes du Grand Chambord.

Demeurant 22 avenue de la Sablière - 41250 BRACIEUX

Dossier déposé complet le 01 avril 2026

Pour Suite tempête de juin 2026, dégagement d'arbre mort sur la piste cyclable.

Sur un terrain sis - 41250 MASLIVES

---

### LE MAIRE DE MASLIVES,

Vu les plans et documents annexés,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par Délibération du Conseil Communautaire en date du 02 mars 2020 et modifié le 02 février 2026,

Vu l'avis Favorable de l'Architecte des bâtiments de France en date du 21 avril 2026.

### ARRETE

#### Article 1 :

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**.

#### Article 2 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet en application de l'article L 424-7 du code de l'urbanisme,
- Service Instructeur Unifié.

Fait à MASLIVES  
Le 6/05/2026  
Le Maire, Christine GENDRE



## **Pour information :**

Le pétitionnaire est informé que le terrain est susceptible d'être dans une zone soumise au risque lié à l'argile et il est recommandé de faire une étude de sol de la norme NF P 94-500 afin d'adapter à la nature locale du sol les fondations des bâtis à construire ainsi que les aménagements extérieurs (site internet BRGM : <http://www.argiles.fr>)

*Le constructeur devra contracter une assurance « dommage-ouvrage » sous peine de sanctions pénales (article L. 242-1 du Code des Assurances).*

### **VOUS ÊTES TITULAIRE D'UNE DECLARATION PREALABLE – CE QU'IL FAUT SAVOIR**

#### **1 - AFFICHAGE DE L'AUTORISATION**

Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain : cf. art. R.424-15 et A.424-15 et suivants du Code de l'Urbanisme (voir extrait du Code de l'Urbanisme page suivante).

#### **2 - DROIT DES TIERS**

La présente autorisation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles et servitudes de droit de privé) : cf. art. R.600-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

#### **3 - DURÉE DE VALIDITÉ**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, les travaux devront être **commencés dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté de décision ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue**, sans quoi l'autorisation est périmée. Le chantier ne devra pas être interrompu pendant une durée supérieure à une année, sous peine de caducité de l'autorisation de construire. (Art R.424-17 du Code de l'Urbanisme)

#### **4 - PROROGATION**

Vous pouvez bénéficier d'une prorogation de déclaration préalable deux fois pour une durée d'un an, sous réserve que les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives n'aient pas évoluées de façon défavorable à l'égard du projet (Art R.424-21 du Code de l'Urbanisme). La demande de prorogation doit alors être adressée par pli recommandé à la Mairie du lieu des travaux en deux exemplaires, deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité de la décision, conformément à l'article R.424-22 du Code de l'Urbanisme.

#### **5- LES TRAVAUX SONT ACHEVÉS**

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est à adresser en trois exemplaires à la Mairie: cf. art. R.460-1 et R.460-2 du Code de l'Urbanisme.

#### **6 - CONFORMITÉ DES TRAVAUX**

A compter de la date de réception en Mairie de la déclaration d'achèvement, la commune dispose de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis (Art R.462-6 du Code de l'Urbanisme).

Si une visite de récolement devait avoir lieu, vous en seriez informés (Art R.462-8 du Code de l'Urbanisme). Dans le cas contraire, lorsqu'aucune décision n'est intervenue dans un délai de 3 mois, vous pouvez bénéficier, sur simple demande auprès de la Mairie, d'une attestation certifiant que la conformité des travaux n'a pas été contestée. (Art R.462-10 du Code de l'urbanisme).

#### **7 - VOUS RENONCEZ A VOTRE PROJET**

Si vous renoncez à votre projet, il vous appartiendra de demander l'abrogation de votre autorisation. Cette demande devra être adressée au maire de la commune. Un agent assermenté constatera sur place le non commencement des travaux. Cette procédure permettra l'annulation des taxes dont vous étiez éventuellement redevable

#### **8- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Tout intéressé peut, de la même manière, contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent le premier jour d'un affichage continu de l'autorisation d'urbanisme sur le terrain d'assiette du projet.

A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir l'auteur de la décision d'un recours gracieux ou former un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'urbanisme ou du Préfet lorsque la décision a été délivrée au nom de l'Etat.

Par exception au 1er alinéa, conformément aux dispositions de l'article L.600-12-2 du code de l'urbanisme, tout recours gracieux ou hiérarchique doit être formé dans un délai d'un mois à compter de la notification ou de l'affichage de la décision et n'a pas pour effet de proroger le délai du recours contentieux, lequel demeure fixé à deux mois. L'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)







**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES  
CENTRE-VAL DE LOIRE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine  
du Loir-et-Cher**

Dossier suivi par : PICHOS Christel

Objet : Dossier papier AU - DECLARATION PREALABLE

---

Numéro : DP 041129 26 00012 U4101

Adresse du projet : LES TERRES DU PAVILLON 41250  
MASLIVES

Déposé en mairie le : 01/04/2026

Reçu au service le : 07/04/2026

Nature des travaux: 02014 Déboisement, 02016 Coupe /  
Abattage arbres

Demandeur :

COM. COM. DU GRAND CHAMBORD  
représenté(e) par CLEMENT GILLES

22 AVENUE DE LA SABLIERE  
41250 BRACIEUX

---

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

**Après examen de ce projet, l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord.**

Fait à Blois

Signé électroniquement par  
Régis CARBONIE-SUILS  
Le 21/04/2026 à 18:23

**L'Architecte des Bâtiments de France  
Monsieur Régis CARBONIE-SUILS**

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Cité administrative Coligny

Bâtiment « E »

131, rue du Faubourg Bannier - 45 000 Orléans.) par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ANNEXE :**

Domaine national de Chambord : château et parc situé à 41034|Chambord ; 41071|Crouy-sur-Cosson ; 41104|Huisseau-sur-Cosson ; 41129|Maslives ; 41150| Mont-Près-Chambord ; 41155|Muides-sur-Loire ; 41025|Bracieux ; 41148|Montlivault ; 41160|Neuvy.